Mettre en débat un programme communiste concret de rupture avec le capitalisme !

La France insoumise est en crise. Des débats importants s'ouvrent parmi ses militant.e.s, et plus largement parmi les travailleurs/ses de notre milieu. C'est heureux et notre parti doit aller au dialogue avec elles et eux et leur proposer une politique alternative. La plateforme U a proposé une « coordination permanente de la gauche en lutte ». Cette proposition a été mise en minorité au dernier CPN, ce qui n'a pas empêché notre principal porte-parole, Olivier, de développer cette orientation dès le lendemain dans une longue interview pour le site Regards. Olivier n'a cessé de répéter qu'il fallait rassembler notre « famille », la « gauche radicale ». Nous sommes en désaccord radical avec cette orientation : **notre famille n'est pas la « gauche radicale » et notre objectif n'est pas de la rassembler.** Cet objectif est aussi celui de Clémentine Autain qui a lancé un appel autour de signifiants creux sur la « transformation sociale et écologique » et l'opposition au « néolibéralisme », et qui évoque, en passant seulement, les gilets jaunes. Pour rassembler cette famille bien élevée, il faudrait en finir avec la « culture du clash », refuser l'opposition trop brutale entre un « eux » et un « nous », et bien sur renoncer à toute rupture avec l'Union européenne. Sur de telles bases, il est en effet possible de rassembler la partie la plus opportuniste de la France Insoumise (Autain) et du PCF (Faucillon), Générations, Ensemble, et même une partie de EELV (Jérôme Gleizes) et de Place publique (Claire Nouvian). En somme, il s'agit de tenter de nouveau de rassembler des composantes de l'ex Front-de-Gauche jusqu'à certains du PS. Mais certainement pas de rassembler les travailleurs/ses qui ont de bonnes raisons de se détourner d'un tel rassemblement ou d'une telle « coordination ».

Nous devons proposer et mettre en discussion un programme concret qui réponde à l'aspiration légitime à renverser ce système pourri et à être pleinement « souverain ». Ce n'est pas un programme de « gauche » : c'est un programme communiste. C'est à notre avis le seul à même de rassembler les catégories populaires (partagés principalement entre l'abstention et le vote FN) alors qu'un programme qui rassemblerait la « gauche » ne pourrait qu'avoir l'écoute des couches moyennes et supérieures du salariat. Nous avons vu que les axes politiques et sociaux qui ont émergé spontanément des Gilets Jaunes sont bien loin de ce que pourrait apporter cette « gauche » qui a passé ses mandats soit à trahir les espérances qu'elle avait pu porter, soit à s'avérer totalement impuissante face aux attaques du patronat faute d'être une véritable force d'opposition porteuse d'un projet alternatif

Ce programme devra inclure la TVA à 0 % sur les produits de première nécessité,

l'extension de la sphère de la gratuité, un véritable ISF pour taxer le patrimoine des bourgeois, une échelle des salaires de 1 à 5. Et nous devons surtout expliquer qu'**une véritable souveraineté populaire implique que nous soyons celles et ceux qui décident sur le plan économique : Quoi produire ? Comment produire ?** Nous devons revendiquer un droit au salaire à vie qui nous garantisse la reconnaissance de notre travail : il faut en finir avec le marché du travail qui nous infantilise et nous place en position d'infériorité constante, à genoux devant un patron. Il faut en finir avec les grands et les petits chefs qui nous font subir leur management destructeur. **Cette « prise de contrôle » de l'économie implique l'expropriation des grands groupes capitalistes**, la socialisation des moyens de production, et la mise en place de nouvelles institutions permettant une autogestion de nos vies et du système économique. **Ce programme devra en finir avec le mythe de « l'Europe sociale » ou d'une « sortie des traités » sans sortie de l'UE.** La rupture avec le système implique la rupture avec l'UE, l'euro, et les marchés capitalistes : les travailleurs/euses devront contrôler la monnaie et les échanges extérieurs, condition indispensable à toute transition anticapitaliste. Notre internationalisme doit être concret et doit donc passer par la rupture avec l'UE du capital, et la construction de nouvelles institutions internationales.

Comme la gauche antilibérale, la gauche anticapitaliste est aujourd'hui en crise, oscillant entre un suivisme à l'égard d'une certaine gauche antilibérale (la plus europhile et la plus déconnectée des milieux populaires) et un sectarisme étroit et dogmatique. Pour sortir de cette impasse stratégique, il faut mettre en discussion un véritable programme communiste renouvelé pour sortir du face à face mortifère entre l'extrême-centre ultralibéral de plus en plus autoritaire et l'extrême-droite fascisante. Après 6 mois de mouvement, les Gilets Jaunes sont venu.e.s fracturer le paysage politique, montrant la nécessité d'un parti révolutionnaire qui apparaisse comme un outil pour la lutte de classe et de masse. A l'heure d'une recomposition politique majeure, de l'inédit social et d'attaques sociales sans précédent, il n'est plus temps de se lamenter sur le détournement des classes populaires à l'égard de la gauche même « radicale » mais bien d'ouvrir de nouvelles perspectives.

Tendance CLAIRE, le 11 juin 2019